

# LA CRISE DU GOLFE

---

Abou Iyad

## La position palestinienne

Revue d'études palestiniennes. — *Des informations contradictoires ont circulé concernant la position palestinienne face aux événements du Golfe. Qu'en est-il en réalité ?*

*Abou Iyad.* — Je commencerai par affirmer une série de principes dont l'OLP ne peut en aucune façon s'écarter. Tout d'abord, nous sommes opposés à toute conquête du territoire d'autrui par la force, quelles que puissent être les raisons ou les causes invoquées. Aussi étions-nous, dès les premières heures de la crise, opposés à l'occupation du Koweït, opposés à son annexion et notre position était claire même si certains organes d'information ont tenté de la dénaturer. Il est vrai néanmoins que nous ne l'avons pas pour autant condamnée. Nous étions soucieux de ne pas contribuer à légitimer une intervention des forces étrangères en leur donnant une sorte de blanc-seing. Nous voulions pousser les choses en direction d'une solution politique, diplomatique, loin de la logique et des tambours de la guerre. Aucune partie ne peut prétendre à un tel rôle si elle a déjà condamné le pays auprès duquel elle entend intercéder. L'absence de condamnation est liée à notre volonté de médiation, à notre désir d'aboutir à une solution politique.

Par ailleurs, le peuple palestinien et l'OLP ne peuvent s'opposer au droit à l'autodétermination d'un peuple, quel qu'il soit. C'est là notre revendication principale en ce qui nous concerne nous-mêmes. Comment peut-on prétendre que nous puissions appuyer une agression contre un pays et accepter que le peuple concerné soit privé de son droit à l'autodétermination ? Voici les principes qui guident notre action.

A ceux qui disent que nous sommes partisans de l'Irak ou de telle autre partie, nous répondons que nous sommes partisans de la logique qui affirme que la guerre sera coûteuse et destructrice non seulement pour l'Irak ou le Koweït mais pour toute la région arabe. Et cette région étant extrêmement sensible, il ne fait pas de doute pour moi que les États-Unis, l'Europe et le reste du monde seront parmi les perdants si cette guerre venait à éclater. Qu'aucune partie ne s'illusionne sur une possibilité de victoire. La défaite sera générale. Aussi avons-nous opté pour une démarche tranquille et avec sang-froid pour aboutir à la solution politique.

Cela n'est certes pas aisé. Nous sommes face à une crise complexe où s'entremêlent les facteurs politiques, économiques et psychologiques ; nous sommes également pleinement conscients du fait que des forces externes sont à l'affût et espèrent s'appuyer sur cette crise pour asseoir et consacrer leur présence dans la région. Voici notre position, voici notre démarche, je l'avoue, très éprouvantes pour nous. Mais nous sommes décidés à aller de l'avant, quels que soient les obstacles que nous rencontrerons.

R.E.P. — *Qu'en est-il aujourd'hui de la relation particulière qui lie traditionnellement Israël aux États-Unis, de la fonction régionale, en quelque sorte, d'Israël ?*

A.I. — Israël a pour la première fois d'une certaine façon perdu le nord. Il ne sait dans quel sens agir, surtout qu'il tient à conserver un rôle qui justifie sa place aux yeux de ses alliés. Il les a habitués à être en première ligne dans toute crise au Proche-Orient. Cela était vrai dans les années 50, 60 et 70. Et quand il n'assumait pas le rôle principal, Israël détenait néanmoins un pouvoir d'action décisif. Cette crise laisse au contraire entrevoir comme le début d'une marginalisation d'Israël.

Il se peut que cela corresponde à son souhait du moment, Israël réalisant que son arsenal militaire ne lui permet pas, malgré tout, de courir les risques aujourd'hui assumés par les forces américaines. Cette relative incapacité militaire se double d'une impuissance politique. Israël ne peut voler au secours de l'Arabie saoudite par exemple ou d'un autre pays arabe, car cela aurait pour conséquence immédiate de « griller » la partie concernée par l'aide israélienne. Cette crise inaugure en quelque sorte la perte par Israël de sa qualité de gendarme régional, capable de satisfaire toute requête de ses alliés. Israël s'interroge aujourd'hui sur sa propre efficacité et sur la nature future de sa fonction régionale. Pourra-t-il désormais bloquer de façon décisive les crises, empêcher les coups d'État, venir à bout de tout changement, protéger les puits de pétrole et les intérêts des États-Unis en général ? Ce rôle est terminé depuis le premier jour de l'invasion du Koweït par l'Irak. Israël, marginalisé et dans l'expectative, souhaite que les États-Unis le débarrassent de cette nouvelle force militaire régionale qu'est l'Irak.

Si cette crise se résout sans catastrophe, si elle aboutit à une solution politique, la question du retrait d'Israël des territoires qu'il occupe perdra beaucoup de sa gravité, de son intensité, aux yeux du monde. Qui pourra défendre le fait que

toutes ces flottes, ces soldats, toutes ces pressions politiques puissent imposer l'application des résolutions de l'ONU, vieilles de quelques semaines seulement, et demeurer impuissants face à d'autres résolutions analogues quant à leur contenu et que la communauté internationale s'évertue en vain à appliquer depuis vingt-trois ans ? Il sera extrêmement difficile à un quelconque pays d'assumer l'existence de deux logiques pour l'application des résolutions de l'ONU. L'une qui pousserait à la diligence et à la célérité dès que les intérêts de certains États seraient menacés, l'autre qui laisserait faire du moment que seuls certains peuples en pâtissaient. S'il en était ainsi, il apparaîtrait plus clairement que jamais, avec toutes les conséquences concrètes qui en résulteraient, que les flottes ne prennent la mer que pour défendre les intérêts de certains, jamais pour la sauvegarde des principes.

Cette crise a donc réduit la fonction d'Israël et par là relancé le débat en son sein entre ceux qui aspirent à la paix et à la reconnaissance mutuelle et les autres. Israël va devoir revenir à une « taille normale », accepter la paix pour être un État de cette région.

*R.E.P. — Comment la direction palestinienne apprécie-t-elle les diverses positions des États arabes et l'apparition en quelque sorte de deux axes au sein de leur communauté ?*

*A.I.* — Revenons un peu en arrière. L'Égypte, par exemple, a commencé par opter pour un rôle analogue au nôtre, un rôle de médiateur. Elle l'a assuré, tant à la veille de l'occupation du Koweït que pendant les premiers jours qui l'ont suivie. A cette période, nous agissions d'ailleurs principalement en liaison avec l'axe saoudo-égyptien. Il me suffit pour cela de vous énumérer le détail de nos déplacements avec le président Arafat durant la première semaine de la crise. Nous avons alors effectué deux visites au Caire, deux visites en Arabie saoudite et deux visites à Bagdad.

Ce qui est arrivé après, c'est que certains des pays arabes ont été rapidement convaincus que l'attaque américaine était non seulement inévitable mais imminente. A partir de là, nos frères au Caire ont commencé à justifier toutes leurs actions par leur conviction que la guerre éclaterait entre les 8 et 12 août pour les pessimistes et les 8 et 18 août pour les optimistes d'entre eux. Ils affirmaient savoir qu'un coup terrible et décisif serait porté à l'Irak. C'est cela qui a déterminé leur précipitation pour la tenue du sommet arabe, leur précipitation pour proclamer les résolutions de ce même sommet.

Les chefs d'États et rois arabes réunis, deux points de vue s'affrontèrent. Et je tiens à affirmer ici qu'aucun participant au sommet, hormis l'Irak, ne reconnaissait la légitimité de l'occupation du Koweït. Aucun. La vraie ligne de séparation se résumait dans la double question suivante : faut-il condamner l'Irak et fournir ainsi rapidement une base légitime pour une intervention étrangère, ou laisser de côté la condamnation et chercher avec toute la célérité nécessaire une solution

politique interarabe qui ne soit pas prisonnière des informations de certains quant à l'imminence de l'attaque américaine ?

Nous penchions pour la seconde proposition, surtout que nous étions, avec plusieurs autres participants, convaincus qu'il était pratiquement impossible de mener une guerre-éclair et que les préparatifs des Américains et de leurs alliés étaient loin d'être terminés. Il est vrai par contre qu'un État déterminé avait fait croire à certains dirigeants arabes que l'embrasement était de toutes les façons imminent et qu'il fallait voter une condamnation immédiate pour ne pas demeurer en reste. En réalité, on attendait de cette condamnation qu'elle constitue une couverture qui légitime la présence américaine.

Voici le véritable contenu du désaccord. Non point qui est pour ou qui est contre l'occupation du Koweït, mais faut-il la condamner ou non ? Cette donnée a été escamotée, on en a privé l'opinion internationale. La voix de ceux qui affirmaient être contre l'occupation du Koweït, pour le droit à l'autodétermination du peuple koweïtien, mais aussi contre la mise à feu et à sang de la région fut étouffée. Celle des pays qui condamnaient fut entendue partout.

Nous avons dit, et de nombreux autres pays avec nous : choisissez. Voulez-vous une condamnation ou une solution politique arabe ? Condamner est facile, publier une résolution qui condamne l'occupation est facile. Tout le monde peut y adhérer, mais si vous voulez vraiment une solution loin de la guerre, il faut agir autrement. Telle était pour nous la position saine et juste. Mais pas pour d'autres qui, tant au sommet que durant la réunion des ministres qui l'a suivi, étaient pressés pour fournir une sorte de « *fatwa* », qui rende licites l'intervention étrangère et la guerre. L'OLP est contre cette « *fatwa* ». L'OLP est pour une paix basée sur les principes que j'ai énumérés plus haut et auxquels s'ajoutent les deux revendications du règlement négocié du contentieux irako-koweïtien et d'une solution globale des autres conflits de la région. C'est cela qui nous anime encore.

Aujourd'hui, après le sommet Bush-Gorbatchev, tout un chacun peut constater que la guerre n'a pas eu lieu le 18 août. Et il est probable qu'elle n'éclatera pas durant les deux mois à venir. Il y a donc une occasion véritable pour la paix, pour une solution politique. Je suppose que ceux qui avaient pris le pari de la guerre se retrouvent dans une position instable. Certains même commencent à faire marche arrière et nous sommes tout à fait informés à ce propos.

Quant à l'apparition de deux « axes » arabes, je mise personnellement sur le retour à l'unité. Il faut formuler un projet de solution politique. Et je vous dirai que nous avons commencé à gagner certaines parties, auparavant réticentes à cette visions. Je parie sur l'unité des rangs arabes, je crois même qu'elle se reformera à travers cette recherche d'une solution à la crise du Golfe.

Mais si la guerre éclatait malgré tout, je prévois qu'un bouleversement frappera la totalité du système politique arabe actuel. Non pas l'un des deux « axes », mais tout l'ordre arabe existant. L'ensemble des peuples arabes, abstraction faite des positions vis-à-vis de l'action de l'Irak, est convaincu que les troupes étrangères

débarquent non « par amour de 'Alî mais par haine de Mou'âwiya », que ce n'est pas l'amour du Koweït qui déplace les flottes mais la préservation des intérêts étrangers. Tout le monde se dit que si les milliards de dollars des Arabes que l'on dépense aujourd'hui pour couvrir les frais des troupes étrangères étaient investis pour le bien-être et le progrès national, les Arabes assureraient leur développement pour de nombreuses années à venir. Il faut quand même dire les choses clairement. Ces milliards amassés et qui subitement sortent des poches, et cela n'a rien à voir avec le dernier épisode du conflit entre l'Irak et le Koweït, doivent nous servir de leçon. Si ces énormes possibilités avaient été investies pour le progrès des Arabes et du tiers-monde, notamment en Afrique où des États attendaient en vain de nous non point des milliards mais une aide de quelques millions, la situation serait aujourd'hui bien différente. Ceux qui ne voient pas, qu'ils soient pour ou contre l'Irak, que le président Saddam Hussein a soulevé la question de la redistribution des richesses entre les riches et les pauvres, se trompent lourdement. Car quelle que soit l'issue du conflit, guerre ou paix, cette question demeurera et les peuples de la région seront convaincus que les riches sont à l'origine de tous leurs malheurs. Ne faut-il pas désamorcer cette bombe ?

Il est de l'intérêt de toutes les nations de prendre garde au fait que si cette guerre a lieu, elle ébranlera non seulement la région concernée mais aussi l'ensemble du tiers-monde.

R.E.P. — *Quels effets prévoyez-vous sur la cause palestinienne, le conflit israélo-arabe et la recherche d'une solution négociée ?*

A.I. — Je veux commencer par répondre à une question que l'on me pose en permanence. Pourquoi cet appui des territoires occupés à l'Irak ? Si nous revenons à la veille de cette crise, on ne peut qu'admettre que Yitzhak Shamir après la formation de son gouvernement avait conduit la recherche d'une solution négociée dans une impasse, que l'initiative de paix palestinienne se heurtait à un mur infranchissable et que les États-Unis ne manifestaient rien de l'énergie qu'ils déploient aujourd'hui pour faire appliquer les résolutions de l'ONU. Au contraire, ils avaient même rompu le dialogue avec nous. De ce fait, notre peuple recommençait à toucher au désespoir, pas seulement dans les territoires occupés mais partout où il se trouve, et espérait le moindre changement qui brise l'inertie. Aussi, dès qu'il a entendu un chef arabe tenir un discours fort et proclamer sa volonté de faire bouger les choses, il ne pouvait que l'appuyer. Si l'Arabie saoudite avait lancé les mêmes mots d'ordre que l'Irak, vous verriez aujourd'hui des milliers de manifestants palestiniens appuyer l'Arabie saoudite. C'est pourquoi il ne s'agit pas d'une adhésion du fait de la proximité géographique ni d'un appui de principe ou idéologique mais avant tout d'une identification avec des mots d'ordre qui expriment aujourd'hui le désespoir de l'homme palestinien devant l'absence de solution politique.

Cette crise n'a-t-elle pas accru les problèmes matériels des Palestiniens ? L'OLP

sait le montant des pertes de civils palestiniens du fait de l'invasion. Tous les pays touchés reçoivent en ce moment des aides, mais pas nous. Ça ne fait rien. Nous payons encore une fois et nous sommes prêts à payer davantage, mais l'homme palestinien posera en retour la seule question essentielle à ses yeux : la légalité internationale est-elle divisible ? Principes revendiqués au-delà du Golfe et abandonnés en deçà ? Voici les questions que nous posons aux communautés arabe et internationale, voici les questions qui aujourd'hui prévalent au sein de notre peuple.

J'ajoute, contrairement à l'avis de ceux qui nous disent que les derniers événements ont occulté la question palestinienne, que notre cause était déjà à la veille de la crise occultée par une chappe épaisse de fanatisme et de jusqu'aboutisme israéliens. C'est pourquoi notre situation à nous Palestiniens serait aujourd'hui plus mauvaise si la crise n'avait pas éclaté. Nous serions encore occupés à voir s'il fallait condamner publiquement ou pas Abou al-Abbas ; à discuter s'il fallait lui dire ou ne pas lui dire de rester chez lui... Voilà la situation dans laquelle on nous avait enfermés. Imaginez la totalité de la direction palestinienne réunie jour et nuit rien que pour discuter du problème d'Abou al-Abbas.

Je n'ai pas peur qu'aujourd'hui les nouvelles d'autres crises recouvrent celles de l'*Intifada*. Il y a quelques mois, l'actualité en Europe de l'Est a complètement occulté l'*Intifada*. Cette dernière a-t-elle pour autant disparu ? Notre soulèvement n'est pas une flambée ponctuelle, à la merci d'une image médiatique qui le consolide ou l'affaiblit ; notre cause n'est pas passagère pour que sa survie dépende d'un programme télévisé.

Aujourd'hui, nous disons : posez donc enfin sérieusement les choses. Vous qui avez déplacé toutes ces armées pour l'application des résolutions de l'ONU, résolutions que nous estimons légitimes puisqu'elles se fondent sur le refus de toute occupation du territoire d'autrui par la force, pourquoi n'appliquez-vous pas les mêmes résolutions et principes en Palestine ?

Je suis optimiste et je vois que la crise du Golfe s'oriente vers une solution politique. Elle enclenchera, que cela plaise ou pas à certains, une dynamique en vue d'une solution pour les Palestiniens. Et même si une guerre survenait, je crois que de nombreux changements interviendront dans notre région qui ne pourront qu'agir sur l'occupation par Israël des territoires palestiniens et arabes. Notre préférence va naturellement à la première hypothèse, celle d'une solution politique. Mais, de toutes les façons, Israël ne pourrait plus, dans l'un ou l'autre des cas, esquiver la question : veut-il ou non devenir un État de cette région ?